"Adhérer au Conseil de l'Europe signifie aussi adhérer à un code de valeurs" dans Luxemburger Wort (18 juillet 2002)

Légende: Le 18 juillet 2002, le quotidien Luxemburger Wort se fait l'écho de la mission d'information en Azerbaïdjan et en Géorgie de la ministre luxembourgeoise des Affaires étrangères, Lydie Polfer, organisée dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe dans le but d'évaluer les progrès démocratiques des pays du Caucase Sud récemment admis dans l'organisation.

Source: Luxemburger Wort. 18.07.2002. Luxembourg.

Copyright: (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/"adherer_au_conseil_de_l_europe_signifie_aussi_adherer_a_un_code_de_valeurs"_dans_luxemburger_wort_18_juillet_2002-fr-60f5098f-8465-439d-a62a-56a5fffab477.html

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Lydie Polfer en tournée au Caucase

«Adhérer au Conseil de l'Europe signifie aussi adhérer à un code de valeurs»

La ministre des Affaires étrangères a évalué les progrès démocratiques accomplis par l'Azerbaïdjan et la Géorgie

(SIP) – Mardi dernier, la première étape de la mission d'information de la ministre des Affaires étrangères dans les pays du Caucase du Sud, organisée dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, a conduit Lydie Polfer à Bakou,
capitale de l'Azerbaïdjan.

Le but de cette mission consiste à évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées par l'Azerbaïdjan, pays de 7,7 millions d'habitants, parmi lesquels 700 000 réfugiés provenant de la région du Haut Karabakh, dans la mise en œuvre des engagements pris au moment de l'adhésion au Conseil de l'Europe, il y a 18 mois.

Lors de son séjour à Bakou, Mme Polfer a rencontré, outre des représentants de la société civile, les plus hauts dignitaires des autorités législatives, exécutives et judiciaires, dont le ministre des Affaires étrangères, Vilayat Guliyev, le ministre de la Justice, Fikret Mamedov, le président de la Cour constitutionnelle, Khanlar Hadjiyev, la viceprésidente du parlement ainsi que des responsables de plusieurs partis politiques. Finalement, Mme Polfer a eu une entrevue avec le président de la République, Heydar Aliyev.

Les interlocuteurs azéris ont insisté sur les progrès que l'Azerbaïdjan a réalisés, depuis l'indépendance du pays il y a dix ans, dans l'établissement d'une société démocratique, respectueuse des droits de l'Homme et des libertés individuelles, fondée sur l'Etat de droit. Ils ont relevé l'importance des différentes missions conduites sous les auspices du Conseil de l'Europe, lesquelles favorisent un échange continu d'expériences et de bonnes pratiques.

Au cours de ses entretiens, Lydie Polfer a félicité les autorités pour les progrès accomplis, tout en insistant sur le fait que l'adhésion au Conseil de l'Europe implique l'adoption d'un code de valeurs démocratiques et éthiques ainsi que l'application complète de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Les sujets évoqués ont porté entre autres sur l'évaluation de la nouvelle législation azerbaïdjanaise en matière de médias, la réforme judiciaire, le projet de réforme constitutionnelle – il devra être soumis au référendum populaire à l'automne -, les mesures destinées à garantir la stricte séparation des pouvoirs ainsi que les cas de prisonniers politiques.

Une société civile très active

Hier mercredi, la mission conduite par Lydie Polfer a fait escale à Tbilissi, en Géorgie, où la ministre a eu des entretiens avec le président de la République, Edouard Shevardnadze, les ministres chargés des Affaires étrangères et de la Justice, le président du parlement, le président de la cour suprême et des représentants d'ONG. Tous les interlocuteurs s'accordaient pour constater que le processus de transition de la société et la refonte des rouages administratifs et judiciaires sont loin d'être terminés. Des efforts supplémentaires devront être entrepris pour endiguer la corruption, susceptible d'hypothéquer le développement économique et social. Parallèlement, il faudra intensifier les réformes pour s'attaquer aux problèmes qui subsistent dans les forces de police et de sécurité, et pour mener à bien la réorganisation de l'appareil judiciaire.

La délégation de Mme Polfer a noté avec satisfaction les progrès enregistrés dans l'éclosion de médias indépendants et d'une société civile particulièrement active, regroupée dans un nombre impressionnant d'organisations non-gouvernementales.

La ministre a également saisi l'occasion pour passer en revue, avec son homologue Irakli Menagarishvili, l'évolution de la situation en Abkhazie, principal conflit non résolu en territoire géorgien, en Ossétie du Sud

et dans les régions adjacentes à la Tchétchénie. Elle a assuré les responsables de la poursuite de la coopération bilatérale entamée dans le cadre du Partenariat pour la paix de l'Otan, et visant la décontamination d'anciens sites militaires soviétiques et la destruction de mines et d'armes légères.